

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 7 juin 2023

Logement

Au Sénat, la droite rejette une mesure essentielle pour le pouvoir d'achat

La droite sénatoriale a rejeté un texte qui reconduit le plafonnement de l'augmentation des loyers à 3,5 % jusqu'au premier trimestre de l'année 2024. Si les sénatrices et sénateurs du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain (SER) sont conscients de l'insuffisance de cette mesure, ils ont soutenu la reconduction de ce plafonnement pour éviter de faire peser les augmentations de loyers sur les Français les plus modestes.

Le poids des loyers et des charges, en total décalage avec les revenus des Français, est de plus en plus lourd et met en péril le maintien dans le logement des plus précaires. Il touche des millions de familles locataires, tant dans le parc privé que dans le parc social. Il pénalise aussi les milliers de commerçants et entrepreneurs qui ont vu leurs charges décupler ces derniers mois, sous l'effet de l'inflation et de difficultés d'approvisionnement, alors que leur activité, ciment de notre économie locale, fait vivre nos territoires.

Sans mesures de plafonnement, cumulées avec les 3,5 % de l'année dernière, les hausses de loyers pourraient atteindre 10 % en 2 ans. Une situation intenable pour nombre de nos concitoyens. Le plafonnement des augmentations de loyers à 3,5 % est bien le minimum que le Gouvernement pouvait proposer.

Les sénatrices et sénateurs du groupe SER auraient préféré que ce texte de pouvoir d'achat soit mieux évalué et anticipé par le Gouvernement. Ils demandent que les propositions du Conseil national de la refondation logement pour accélérer la construction de logements abordables soient reconsidérées et mises en œuvre sans délai.

Ils appellent à une réévaluation des aides au logement qui n'ont cessé d'être questionnées durant le précédent quinquennat.

En responsabilité, les sénatrices et sénateurs du groupe SER ont choisi de soutenir le pouvoir d'achat des Français et d'accompagner nos TPE/PME ; ils ont donc soutenu le texte proposé.

Ils continuent d'appeler avec force à un changement de cap de la politique du logement. Le Gouvernement doit enfin prendre la mesure des conséquences économiques et sociales de cette crise du logement.

Cheffe de file :



Viviane Artigalas
Sénatrice des Hautes-Pyrénées